

PIECE N° 1 : AVIS DE DEMANDE DE COTATION

AVIS DE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N° 022/26/DC/MINESEC/CIPM/2026 DU 15/12/2025 POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS DU MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.

1. Objet de la consultation :

Dans le cadre de l'exécution du budget-programme 2026, le Ministre des Enseignements Secondaires lance en procédure d'urgence, une Consultation pour une Demande de Cotation pour l'entretien et la maintenance des ascenseurs de l'immeuble abritant les services centraux de son département ministériel.

2. Consistance des prestations :

Les prestations objet du présent Avis de Demande de Cotation portent sur l'entretien et la maintenance préventive et curative ainsi que la fourniture des pièces de rechange des :

Quatre (04) ascenseurs, dont deux (02) ascenseurs de marque OTIS et deux (02) de marque SODIMAS en tenant compte des prestations ci-après :

A. Prestations normales minimales : Obligations imposées par la réglementation :

- Présence permanente annuel dans l'immeuble aux heures ouvrables, d'un technicien du prestataire ;
- Le dépannage et l'entretien des ascenseurs (cabine, gaine, machinerie) : visites périodiques d'entretien ainsi que l'examen trimestriel ou semestriel des câbles et essai annuel du parachute ;
- Le contrôle régulier du bon fonctionnement des appareils : dépannage ou intervention en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux des appareils ;
- Le nettoyage permanent de la cuvette, de la machinerie et de la partie supérieure de la cabine ;
- Les réparations et le remplacement des pièces usées par le fonctionnement des appareils (dans la cabine, la gaine ; la machinerie...) ;
- L'assistance aux utilisateurs en cas d'accident ou anomalie.

B. Services supplémentaires :

Ils consistent en :

- L'entretien préventif par la vérification de l'appareillage électrique et des organes mécaniques selon un programme établi à l'avance, le but étant d'effectuer les opérations nécessaires (réglages, remplacement des pièces etc.) pour prévenir d'éventuelles pannes et anomalies ;
- Des visites spéciales dans l'année, des installations dont deux (2) sommaires et une (01) complète, avec production d'un rapport de visite par les Ingénieurs qualifiés ;
- Des dépannages ou interventions en cas d'urgence les jours ouvrables, dimanches et jours fériés sans discontinuité de 08h à 20h.



C. Prestations spéciales :

- Réparation des afficheurs de niveau, des revêtements du sol, du téléphone et de la sonnerie de détresse dans tous les appareils ;
- Exercices pratiques de manœuvres de secours en présence des services compétents de la DRFM/MINESEC ;
- Vérification du bon fonctionnement de la sonnerie d'appel et les afficheurs ;
- Changement des cartes mères des ascenseurs OTIS et SODIMAS ;
- Changement de 7 lecteurs d'accès complets 220/12v et de 7 disjoncteurs PN/10A mono SCHEINDER y compris toute suggestion ;
- Remplacement du revêtement de plancher cabine en vinyle anti microbien y compris toutes suggestions dans 4 ascenseurs.

3. Participation et origine :

La participation à cette consultation est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine d'entretien et de la maintenance des ascenseurs et répondant aux critères de qualification indiquées dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4. Financement :

Les prestations objet de la présente Consultation, sont financées par le Budget de fonctionnement du MINESEC de l'Exercice 2026, sur la ligne d'imputation : 60 25 273 33000003 0980 361410.

5. Mode de soumission :

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation:

Le Dossier de Cotation physique peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère des Enseignements Secondaires - Direction des Ressources Financières et Matérielles, Service des Marchés Publics, bâtiment « C » porte 813, Tél. : 222 23 43 59, dès publication du présent Avis.

Il peut aussi être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses suivantes : Il peut aussi être consulté en version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses ci-après : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

7. Acquisition du Dossier de Cotation :

Le Dossier de Cotation peut être obtenu auprès du Ministère des Enseignements Secondaires, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, Service des Marchés Publics, bâtiment «C » porte 813, Tél. 222 23 43 59, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de F CFA 30 000 (Trente mille Francs CFA), représentant les frais d'achat du Dossier.

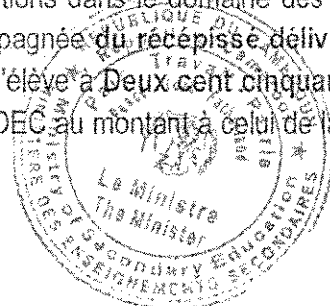
Il est également possible d'obtenir la DC par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponible aux adresses ci-après : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat de la DC.

8. Coût prévisionnel:

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : FCFA TTC 25.500 000 (Vingt-cinq millions cinq cent mille FCFA).

9. Cautionnement de soumission:

La caution de soumission, doit être acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO. Elle doit être accompagnée du récépissé délivré par la CDEC au montant à celui de la caution de soumission dont le montant s'élève à Deux cent cinquante mille (FCFA 250.000). Elle doit être accompagnée du récépissé délivré par la CDEC au montant à celui de la caution de soumission



Cette caution est valable pendant **trente (30) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des **plis est irrecevable**.

10. Remise des Cotations et Taille des plis

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais

10.1: Délai de remise

Le délai de remise des Offres accordé aux Soumissionnaires sera de vingt-un (21) jours ouvrables à compter de la date de publication de l'avis de Demande de Cotation.

Sous peine de rejet, chaque offre devra être rédigée en français ou en anglais en Un (01) exemplaires Original. L'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme du COLEPS au plus tard le 20/01/2026 à **13 heures**, heures locales. Une Copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur une clé USB ou CD/DVD devra être déposée contre récépissé sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis au **Ministère des Enseignements Secondaires**, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, **Service des Marchés Publics**, bâtiment «C» porte 813, et devra porter la mention suivante :

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 02./26/DC/MINESEC/CIPM/2026 DU 15./12/2025 POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE
DES ASCENSEURS DU MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

10.2: Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 05 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Ouverture des plis:

L'ouverture des offres aura lieu le 20/01/2026 à **14 heures**, heures locales dans la salle de Conférence de la Cellule d'Appui à l'Action Pédagogique (CAAP) du MINESEC sis en face de la Cathédrale Notre Dame de Yaoundé par la Commission Interne de Passation de Marchés du MINESEC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du Dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. [L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixé dans le Dossier de Demande de Cotation].

Cette ouverture se fera en un temps.



12. Recevabilité des Cotations :

1. Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur. Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois.

Les offres seront remises à l'adresse sus indiquée et dépouillées le 20.01 / 2026 à 14 heures au Ministère des Enseignements Secondaires dans la salle des Conférences, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINESEC, en présence des soumissionnaires dûment mandatés ayant une parfaite maîtrise du Dossier.

Les offres devront être chiffrées en Hors Taxes sur la Valeur Ajoutée (HTVA) et en Toutes Taxes Comprises (TTC), et accompagnées du modèle de soumission signé.

Sous peine de rejet, chaque offre devra être rédigée en français ou en anglais en Un (01) exemplaire Original. L'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme du COLEPS au plus tard le 16.01 / 2026 à 13 heures, heures locales. Une Copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur une clé USB ou CD/DVD devra être déposée contre récépissé sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis au Ministère des Enseignements Secondaires, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-direction du Budget, Service des Marchés Publics, bâtiment «C» porte 813, et devra porter la mention suivante :

**AVIS DE DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N° ...02.../26/DC/MINESEC/CIPM/2026
DU 15 / 12 / 2025 POUR L'ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DES ASCENSEURS DU
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

13. Critères d'évaluation :

Les offres seront évaluées selon les principaux critères suivants :

A/ Critères éliminatoires :

[Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.]

- A1 Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des offres. Ce cautionnement doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC.
- A2. Dossier administratif : non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission accompagné d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC ;
- A3. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- A4. Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des Marchés Publics au cours des trois (03) dernières années
- A5. Non-respect des obligations sociales vis-à-vis de ses salariés sur le contrat fourni (Produire les bulletins de paie ou toute pièce équivalente) ;
- A6. Non-respect des Délais d'exécution de 12 mois ;
- A7. Absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- A8. Absence d'un élément de l'offre financière (soumission conforme, les BPU, le DQE) ;
- A9. Non-satisfaction d'au moins 5 OUI sur 7 des critères essentiels,
- A10 Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - A11 Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - A12. Non-respect du format de fichier des offres ;
 - A13. Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

B/ Critères essentiels :

1. Présentation générale des offres : ordonnancement des pièces dans l'ordre indiqué et leur séparation par un format intercalaire de couleur autre que celui des pièces du Dossier ;

2. Références : expériences spécifiques de l'entreprise dans les prestations similaires : (Joindre copies 1ères et dernière feuille du Contrat signé et enregistré + du PV de réception correspondant (minimum un (01) Contrat sur les cinq (05) dernières années ;

3. Qualité du personnel : fournir au moins une pièce justifiant l'expérience de chaque personnel (Attestation de travail + CNI) ;



QUALITE DU PERSONNEL (minimum acceptable : trois (03)) :			
01 Chef d'équipe ayant le niveau de Technicien Supérieur en Maintenance Electromécanique (minimum BACC + 2), 03 ans d'expérience professionnelle minimum ;			
02 Techniciens ayant le niveau de Probatoire en Maintenance Electromécanique, 03 ans d'expérience professionnelle minimum ;			
02 manœuvres ayant au moins 02 ans d'expérience professionnelle en maintenance des ascenseurs).			
Les propositions du personnel doivent être impérativement accompagnées des documents suivants :			
➤ Un contrat de travail de chaque membre d'équipe, daté et signé par chaque partie ; ➤ Un curriculum vitae de chaque membre d'équipe, daté et signé par l'intéressé ; ➤ Une copie certifiée conforme du diplôme exigé ; ➤ Une définition des affectations proposées à chaque membre d'équipe.			
NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont versées dans le Dossier.			

4. Moyens logistiques : Multimètre, différents types des tournevis, caisse à outils appropriés, fer à souder etc. ;

5. Capacité financière de **FCFA 15.000 000** (Quinze millions) FCFA délivré par une banque de première ordre agréé par le MINFI ;

Preuves d'acceptation des conditions de la Lettre-Commande :

6. (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page signé daté, cacheté à la dernière avec la mention manuscrite «**lu et approuvé**» ;

7. Descriptif des Spécifications Techniques (DST) paraphé à chaque page, signé daté, cacheté à la dernière avec la mention manuscrite «**lu et approuvé**».

Les critères essentiels sont soumis à des minima dont le détail est donné dans le Règlement de la Cotation (Pièce1)

Cette évaluation se fera de manière binaire (oui ou non), avec un minimum acceptable d'au moins **5 oui / 7** de l'ensemble des critères essentiels pris en compte.

14. Délai d'exécution :

Le délai maximal d'exécution est de **douze (12) mois**. A compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage de l'exécution des prestations.

15. Allotissement :

Cette prestation est constituée d'un seul lot.

16. Attribution :

La Lettre-Commande sera attribuée au soumissionnaire qui aura proposé l'offre conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier de Demande de Cotation, ayant satisfait à 100% des critères éliminatoires puis au moins **5 oui / 7** des critères essentiels et enfin jugée le moins disant.

17. Durée de validité des Cotations :

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

18. Renseignements complémentaires:

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du Ministère des Enseignements Secondaires - Direction des Ressources Financières et Matérielles, **Service des Marchés Publics** bâtiment «C» porte 813, Tél. 222 23 43 59.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques:

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Pour la CONAC : 1517.



20. Assistance technique

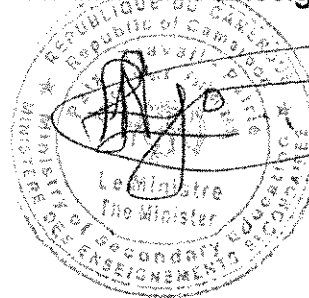
Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

Fait à Yaoundé, 15 DEC 2025

Le Ministre des Enseignements Secondaires,

Ampliations :

- MINMAP;
- ARMP/JDM;
- Président CIPM;
- Affichage;
- Chrono / Archives.



Nalora Lyonga Ph...

REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 02/26/RQ/MINESEC/ITB/2026 OF 15.1.2025
FOR THE MAINTENANCE OF ELEVATORS IN THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION

1. Subject for the request for Quotation

As part of the implementation of the 2026 program-budget, the Minister of Secondary Education launches in emergency procedure a Notice of Consultation for a Request for Quotation for the maintenance of the elevators in the building housing the Central Services of her Ministerial department.

2. Nature of the services:

The services covered by this request concerns the maintenance and the supply of spare parts.

Four (04) elevators, including two (02) OTIS elevators and two (02) SODIMAS elevators, take into account the following services:

A. Minimum normal services: Obligations imposed by the regulations:

- Permanent presence of a technician of the service provider in the building during working hours;
- Troubleshooting and maintenance of elevators (cabin, shaft, machinery): periodic maintenance visits as well as semi-annual examination of cables and annual test of the parachute;
- The regular control of the good functioning of the devices: repairs or interventions in case of stop or defective functioning of the devices;
- The annual cleaning of the pit, the machinery and the upper part of the cabin;
- Repairs and replacement of worn-out parts due to the operation of the equipment (in the cabin, shaft, machinery ...);
- Assistance to users in case of accidents.

B. Additional services:

They consist of:

- Preventive maintenance by checking the electrical and mechanical equipment according to a pre-established schedule, the aim being to carry out the necessary operations (adjustments, replacement of parts etc.) to prevent possible breakdowns and anomalies;
- Special visits during the year, of the installations, two (2) of which are summary and one (01) complete, with the production of a visit report by qualified engineers;
- Repairs or interventions in cases of emergency on working days, Sundays and public holidays without interruption from 08am to 08pm.

C. Special services:

- Repair of level displays, floor coverings, telephone and emergency bells in all units;
- Practical exercises of emergency maneuvers in the presence of the competent services of the DRFM/MINESEC;
- Verification of the correct operation of the call bell and displays;
- Replacement of the motherboards of elevators A and B (SODIMAS and OTIS).



- Replacement of 7 complete 220/12v access readers and 7 PN/10A single-phase SCHEINDER circuit breakers including any suggestions;

- Replacement of the cabin flooring with antimicrobial vinyl, including all suggestions, in 4 elevators.

3. Participation and origin:

Participation in this consultation is opened to companies under Cameroonian law with proven experience in the field of elevator maintenance.

4. Financing:

The services covered by this **Request for Quotation** shall be financed by the running credits of MINESEC for the 2026 Fiscal Year, on the following budget line: **60 25 273 33000003 0980 361410**.

5. Submission method:

The submission method retained for this **Request for Quotation** is the online mode.

6. Consultation of the Request for Quotation File:

The physical tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Secondary Education, Department of Financial and Material Resources, Sub-department of Budget, Service of Public Contracts, Block "C", Room 813, Tel.: 222 23 43 59, upon publication of this Notice.

It can also be consulted in electronic format on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> immediately after the publication of this Notice.

7. Acquisition of the Request for Quotation File:

The Tender file could be obtained from the Ministry of Secondary Education, **Department of Financial and Material Resources, Service of Public Contracts, Block « C » room 813**, Tel.: 222 23 43 59 after the publication of this Notice against submission of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **F CFA 30 000** (Thirty thousand Francs) representing the cost of purchasing the file.

It is also possible to obtain the tender documents (TD) by free download from the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, as soon as this notice is published. However, online submission is conditional upon payment of the TD purchase fee.

8. Estimated cost:

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is: **FCFA 25 500 000** (Twenty-five million five hundred thousand Francs CFA).

9. Provisional bid bond:

The bid bond must be paid in cash and issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds for public procurement, a list of which is included in document 13 of the tender documents. It must be accompanied by the receipt issued by the CDEC (Commission for the Development of Public Procurement) for the amount of the bid bond, which is two hundred and fifty thousand (250,000 FCFA).

This bid bond is valid for **thirty (30) days** beyond the initial date limit of the validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer.

A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

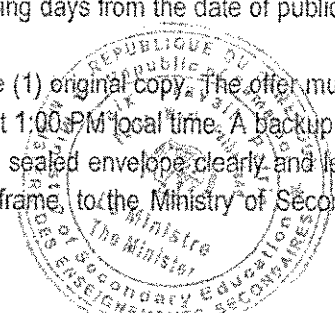
10. Submission of bids and Size and format of files:

Each quotation shall be drafted in English or French.

10.1 Deadline for the reception of quotations

The deadline for submitting Bids granted to Bidders will be twenty-one (21) working days from the date of publication of the notice of consultation.

Under penalty of rejection, each offer must be written in French or English in one (1) original copy. The offer must be submitted by the Bidder on the COLEPS platform no later than **20.1.2026** at 1:00 PM local time. A backup copy of the offer, saved on a USB drive or CD/DVD, must be submitted against receipt in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy," in addition to the information below, within the specified timeframe, to the Ministry of Secondary



REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE
N° 02/26/RQ/MINESEC/ITB/2026 OF 18.12/2025
FOR THE MAINTENANCE OF ELEVATORS IN THE MINISTRY OF SECONDARY EDUCATION
"TO BE OPENED ONLY DURING THE UNVEILLING SESSION"

10.2 Size and format of files

For online bidding, the maximum size of documents that will transit on the platform and representing the bidder's offer shall be the following:

- 5 MB for the Administrative file ;
 - 15 MB for the Technical Offer ;
 - 5 MB for the Financial Offer.
- The following formats are accepted:
- PDF format for text documents ;
 - JPEG for images.

(The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.)

11. Opening of bids:

The opening of bids will take place on [date] at 2:00 PM local time in the Conference Room of the Pedagogical Action Support Unit (CAAP) of the Ministry of Secondary Education (MINESEC), located opposite Notre Dame Cathedral in Yaoundé. The opening will be conducted by the MINESEC Internal Tender Board, in the presence of the bidders or their duly authorized representatives who have a thorough understanding of the tender documents.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or certified copies from the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations for Quotation. These documents must be less than three (3) months old or have been issued after the date of signature of the Quotation Notice.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the offer will be rejected. [The opening of the bid opening session must take place no later than one hour after the deadline for receipt of quotations set in the Request for Quotation Document].

This opening will take place in one phase.

12. Admissibility of Quotations:

1. Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies from the issuing department. They must be dated within the last three (3) months.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure.

A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

Quotations shall be delivered to the above address and examined on 20.12/2025 at 2 p.m. at the Ministry of Secondary Education in the Conference Room, by the MINESEC Internal Contracting Commission, in the presence of duly authorized bidders who have a perfect mastery of the file.

Bids must be quoted in figures exclusive of value added tax (VAT) and inclusive of all taxes (TTC), and must be accompanied by the signed bid form.



Upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable sum of CFA F 50,000 (fifty thousand), representing the cost of purchasing the Bidding Documents.

2. under penalty of rejection, each offer must be written in French or English in One (01) Original copy. The offer must be transmitted by the Bidder on the COLEPS platform no later than 20/01/2025 at 1 p.m., local time. A backup copy of the Offer recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted against receipt in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the specified deadlines to the Ministry of Secondary Education, Directorate of Financial and Material Resources, Budget Sub-Directorate, Public Procurement Service, building "C" door 813, and must bear the following mention:

15.12/2025b REQUEST FOR QUOTATION IN EMERGENCY PROCEDURE N° 02/26/RQ/MINESEC/ITB/2026 OF
FOR THE MAINTENANCE AND UPKEEP OF THE ELEVATORS OF THE MINISTRY OF
SECONDARY EDUCATION

"To be opened only at the opening session".

13. Main Evaluation Criteria:

Offers shall be evaluated according to the following main criteria:

A/ Eliminatory criteria:

- Absence or non-compliance of the bid bond at the opening of the bids. This bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC.
- Administrative file: non-production within 48 hours after opening of the bids, of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC;
- False declarations, fraudulent maneuvers or falsification of documents ;
- Absence of the declaration on honour of non-abandonment of Public Procurement over the last three (03) years;
- Non respect of social obligations towards its employees on the contracts provided as references (proof of payment);
- Non respect with 12-month execution deadlines;
- Absence of a quantified unit price in the quotation;
- Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE)
- Non-satisfaction of at least 5 out of 7 of the essential criteria;
- Absence of categorization certificate;
- Non-compliance with the file format of offers;
- Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- Absence of the declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses, dated and signed;
- Non-compliance with the submission template;
- No backup copy in case of malfunction of the COLEPS platform.

B/ Essential criteria:

- 1) General presentation of the offers: arrangement of the documents in the order indicated and their separation by a coloured divider format other than that of the documents in the File;
- 2) References: specific experiences of the company in similar services (Attach copies 1st and last sheets of the signed and registered Contract + the corresponding receipt report (minimum two (01) Contract over the last five (05) years,
- 3) Quality of staff: provide at least one document justifying the experience of each staff (work certificate + CNI);

	QUALITY OF STAFF (minimum acceptable: three (03)):
	01 Team Leader with the level of Senior Technician in Electromechanical Maintenance (minimum BACC + 2) 03 years

	minimum professional experience;		
	02 Technicians with the Probatoire or GCE O level in Electromechanical Maintenance, 03 years minimum professional experience;		
	02 operators with at least 02 years of professional experience in elevator maintenance).		
	Staff proposals must be accompanied by the following documents: ➤ A work contract for each team member, dated and signed by both parties; ➤ A curriculum vitae for each team member, dated and signed by the applicant; ➤ A certified copy of the required diploma; ➤ A description of the proposed assignments for each team member. Note: Proposed staff will only be considered in the evaluation if the required supporting documents, dated within the last three months and relating to said staff, are included in the application.		

- 4) Logistical means: Work equipment + Methodology and organization of work (Multimètre, different types des tournevis, caisse à outils appropriée, fer à souder.);
- 5) Financial capacity of 15,000,000 (Fifteen Million) FCFA issued by a first-class bank approved by MINFI.
Proof of acceptance of the terms of the Jobbing Order:
- 6) Notebook of Special Administrative Clauses (CCAP) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved";
- 7) Description of Technical Specifications (DTS) initialed on each page, signed and dated, sealed on the last with the handwritten note "read and approved".

The essential criteria are subject to minimums, the details of which are given in the Rules of Quotation (Exhibit 1)

This evaluation will be done in a binary manner (Yes or No), with a minimum acceptable of at least 05 yes / 7 of all the essential criteria taken into consideration.

14. Estimated Execution period:

The minimum period of execution of works is twelve (12) months. It will start on the date of notification of the Service Order for the start of the execution of the services.

15. Allotments:

This service consists of only one lot.

16. Award:

The Jobbing Order will be awarded to the lowest Bidder, whose bids substantially complies with the requirements of the Consultation Documents and meets 100% with the eliminatory criteria and at least 05/07 of the essential criteria.

17. Duration of validity of offers:

